

Unité départementale du Val-d'Oise
5, rue de la Palette
95000 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 5 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



CEFIVAL

35 RUE DU DOCTEUR TOUATI
95340 PERSAN

Références : UD95 – 2022 - 0579

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2022 dans l'établissement CEFIVAL implanté 35 RUE DU DOCTEUR TOUATI 95340 PERSAN. L'inspection a été annoncée le 04/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEFIVAL
- 35 RUE DU DOCTEUR TOUATI 95340 PERSAN
- Code AIOT dans GUN : 0006505935
- Régime : Autorisation

La société CEFIVAL produit des pièces métalliques dans ses installations situées au sein de la commune de Persan, majoritairement à destination de l'industrie aéronautique.

L'inspection s'inscrit dans un contexte de rachat de la société par un groupe international. Les activités restent celles autorisées pour le moment, mais des projets de modifications pourraient prochainement être portés à la connaissance du Préfet.

C'est dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées, qu'une inspection a été conduite au titre de l'année 2022, le 29 avril.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative du site au titre de la nomenclature des ICPE
- mise en oeuvre de mesures de maîtrise des risques (moyens de lutttes contre l'incendie, mise sous rétention de stockages, etc.)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 17 octobre 2008, article 4	/	Sans objet
Gestion des stockages en rétention	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 17 octobre 2008, article 7.4.4	/	Sans objet
Défense incendie	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 17 octobre 2008, article 7.5.2	/	Sans objet
Accès aux substances toxiques	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 17 octobre 2008, article 7.3.2	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 17 octobre 2008, article 9.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant actuel manifeste le souhait de poursuivre une activité dans un domaine de pointe, en investissant sur les acquis mais aussi en développant de nouvelles organisations pour la société CEFIVAL à Persan.

Comparativement à la dernière inspection en date de 2015, l'état général du site semble en nette amélioration.

De plus, sur les points contrôlés, aucune non-conformité n'a été relevée.

2-4) Fiches de constats

Les fiches de constats suivantes fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle :

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 17 octobre 2008, article 4

Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement

Prescription contrôlée :

D'après le tableau de classement à l'article 4 annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 octobre 2008 :

Rubrique	Alinéa	A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume
1111	2b	A	Emploi ou stockage de substances ou préparations très toxiques	2 510 kg d'acide fluorhydrique utilisé (cuve de mélange) – stockages non autorisés	Quantité totale susceptible d'être présente	250	Kg	2510	kg
2565	2a	A	Revêtement métallique ou traitement de surface par voie chimique	3 bains de traitement Volume des bains : 9, 75 m ³ Sans utilisation de cadmium	Volume total des cuves de traitement	1500	Litres	9750	litres
2560	1	A	Travail mécanique des métaux et alliages	Puissance électrique installée de 5931 kW	Puissance installée de l'ensemble des machines	500	kW	5931	kW
1131	1c	D	Emploi ou stockage de substances ou préparations toxiques	3 bains de traitement d'un volume total de 9, 75 m ³	Quantité susceptible d'être présente dans l'installation	>5 <50	tonnes	10,41	tonnes
1200	2c	D	Emploi ou stockage de substances comburantes	Emploi et stockage de 6,5 tonnes d'acide nitrique	Quantité susceptible d'être présente dans l'installation	>2 <50	tonnes	6,5	tonnes
2910	A2	A	Installation de combustion	Fours et chaudière	Puissance thermique maxi	>2 <20	MW	9	MW
2920	2b	D	Installation de compression	2 compresseurs de 75 kW chacun	Puissance absorbée	>50 <500	kW	150	kW
2921	1b	D	Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air	2 tours	Puissance thermique évacuée	<2000	kW	810	kW

A (Autorisation) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Constats : Le site, est connu de l'Administration pour exploiter :

Relevant du régime de l'autorisation :

- l'emploi (stockage non autorisé) de préparation très toxiques d'acide fluorhydrique à hauteur de 2510 kg (cuve de mélange) qui relevait de la rubrique **1111-2b**,

Cette rubrique étant supprimée à compter du 1er juin 2015, cette activité relève maintenant de la rubrique **4110-2.a**

- le travail mécanique des métaux et alliages relevant de la rubrique **2560 autorisée**, qui relève désormais du régime de **l'enregistrement**.

Néanmoins l'arrêté qui fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2560 ne s'applique pas aux installations existantes déjà autorisées.

- des installations de combustion (fours et chaudière) **autorisées** au titre de la rubrique **2910**.

Cette activité relève désormais du régime de la **déclaration contrôlée** et est soumise, dans les conditions mentionnées à son annexe II, aux dispositions de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (applicable à compter du 20 décembre 2018).

- Relevant du régime de la **déclaration** :

- l'emploi ou stockage de substances ou préparations toxiques relevant de la rubrique 1131-1c, cette rubrique a été supprimée à la date du 1er juin 2015.

- l'emploi ou le stockage de substances comburantes relevant de la rubrique 1200-2c, cette rubrique étant supprimée à compter du 1er juin 2015, relevant désormais de la rubrique 4130-2.b

- les installations de compression relevant de la rubrique 2920-2b, toutefois ces activités exploitées par CEFIVAL se situent en deçà des seuils de la déclaration au titre de la nomenclature des installations classées.

- les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air relevant de la rubrique 2921-1b, relevant du régime de la déclaration contrôlée.

Le récépissé de cessation partielle avec libération de terrains du 24 avril 2019 concernant les rubriques relevant du régime de l'enregistrement n°2560, 2565 et 2910 ne signifie pas que ces rubriques ne sont plus exploitées. En effet elles le sont toujours telles que connues par l'Administration.

Activités du site :

Le site se spécialise dans la métallurgie, en transformant à chaud et à froid des métaux. Les matières premières sont de larges barres de titane, de l'acier ordinaire ou de l'inox. Les formes ou moules utilisés sont composés en acier de haute résistance. Dans les conditions d'exploitation, les métaux sont parfois chauffés jusqu'à 1000°C.

Le site produit des pièces métalliques à destination des marchés aéronautiques et nucléaires et aussi du transport et de la construction. En majorité, les produits de CEFIVAL sont destinés à l'industrie aéronautique.

A cette fin, différents procédés industriels sont appliqués sur les matériaux, par exemple : que ce soit pour former les pièces, la coupe en longueur, le rayonnage, l'enverrage, la traction, ou pour les nettoyer le grenaillage, le décapage etc.

Activités utilisant des produits chimiques :

Des opérations de traitement de surface (décapage) sont ainsi exploitées, et l'usage d'acides fluorhydrique, nitrique et sulfurique est réalisé.

2 bains sont présents : un bain d'acide fluorhydrique et un bain d'acide fluorosulfurique. L'acide fluorhydrique n'est pas stocké sur le site, conformément à la situation administrative connue. Une entreprise fait venir le bidon et prépare le bain en tant que de besoin.

L'acide nitrique est stocké dans 1 cuve et l'acide sulfurique en bidons.

Un flotteur est installé dans le bain pour toute chauffe à vide.

En outre, des rétentions sont présentes.



Illustration de la mise sous rétention de l'activité de traitement de métaux

Gestion de déchets :

Les huiles de coupe sont évacuées du site en tant que déchets.



Illustration des déchets en attente d'évacuation

En cas d'égoutture d'huile sur le sol de l'entrepôt, des lingettes sont utilisées, deplus des rétentions

sont parfois présentes pour confiner les éventuels liquides.

Reprise de l'activité :

L'exploitant a manifesté sa volonté d'investir dans ce site, ainsi plusieurs investissements sont prévus.

Des modifications sont envisagées pour ce site, l'Inspection a indiqué à l'exploitant qu'en cas de modification notable, un porter-à-connaissance était adressé au Préfet.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des stockages en rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 17 octobre 2008, article 7.4.4
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs où récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté. [...]
Constats : L'exploitant a présenté le stockage de produits chimiques. En outre, les déchets liquides (huiles usagées, etc.) sont entreposés en extérieur sur rétention et sous un abri. L' <i>Illustration des déchets en attente d'évacuation</i> est présentée dans la première fiche de constat. La prescription contrôlée est vérifiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 17 octobre 2008, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils font l'objet d'une vérification régulière et au moins une fois par an par un organisme compétent. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.
Constats : Les dernières vérifications datent du 17 décembre 2021, réalisées par la société Extincteurs de France. Quelques extincteurs ont été sondés et indiquent bien qu'ils ont été vérifiés en 2021. Les non-conformités ont été levées en avril 2022 par la même société Extincteur de France. 2 poteaux incendie sont présents dans le site. Des trappes de désenfumage équipent les secteurs décapage et presse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accès aux substances toxiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 17 octobre 2008, article 7.3.2
Thème(s) : Produits chimiques, Accès aux substances toxiques
Prescription contrôlée : Seuls les personnels nommément désignés et spécialement formés-ont accès aux dépôts de substances toxiques et très toxiques, Ceux-ci ne délivrent que les quantités strictement nécessaires notamment pour ajuster la composition des bains de traitement.
Constats : L'exploitant a indiqué organiser des formations aux accès en zone de dépôts de substances toxiques. La dernière a eu lieu en octobre 2021. Il a fourni les feuilles de présence qui précisent les dates de la formation. De plus une formation dispensée par le conseiller à la sécurité sur le transport de marchandise dangereuse a eu lieu le 22 septembre 2021. La prescription contrôlée est vérifiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 17 octobre 2008, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques
Prescription contrôlée : Autosurveillance des émissions atmosphériques [...]
Constats : Les rejets n°1 et n°3 sont les seuls surveillés, en effet l'exploitant a indiqué être équipé d'une chaufferie de type habitation (puissance de 330 KW). Or l'arrêté du 15 septembre 2009 relatif à l'entretien annuel des chaudières dont la puissance nominale est comprise entre 4 et 400 kilowatts ne demande pas de mesure d'émission. L'arrêté encadrant les activités de la société CEFIVAL à Persan fait mention d'une chaudière de 9MW, mais il s'avère qu'aucune chaudière de ce type n'est exploitée. Concernant les analyses sur les deux points de rejets surveillés, elles sont bien réalisées et l'exploitant a fourni les résultats du rapport de mesure du 27 avril 2022 réalisé par la société SOCOTEC.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet